

ble, et qu'il ne serait pas juste de faire peser tout le fardeau sur le commerce, qui est lui-même assez serré de près pour échapper à l'obligation de nourrir à ses frais le reste de la population.

Voilà donc une situation extrêmement sérieuse qui se prépare. Plus d'un cas de profonde misère ont déjà été portés à notre connaissance, et nous savons que dans bien des familles chargées d'enfants on a dû supprimer un et même deux repas par jour. Le nombre de pauvres honteux que la faim enhardit, et qui vont demander un peu de nourriture dans les hospices de charité, augmente d'un jour à l'autre.

L'autorité et la classe dirigeante ne peuvent rester davantage insensibles à ce qui se passe. Elles ont un devoir à remplir, et ne sauraient songer à y échapper. Tous ceux qui ont des capitaux dormants et des travaux quelconques à faire exécuter tôt ou tard devraient profiter de la saison rigoureuse pour les commencer. Des délégations ouvrières sont déjà allées demander au gouvernement de reprendre certains projets suspendus, la construction de l'Ecole Normale, par exemple. Il paraît qu'il n'y faut pas songer. C'est dommage ; mais alors il faudra trouver autre chose.

On a aussi songé à l'initiative de la Commission du Havre. Nous sommes allés aux informations, et nous avons appris de source autorisée que les Commissaires du Havre délibèrent en ce moment sur l'opportunité de faire faire quelques menus ouvrages pendant la saison d'hiver. Malheureusement, la somme qu'ils ont à attribuer est bien faible : 4 ou 5 mille piastres au plus.

C'est le bon temps de ressusciter les vieux projets ajournés ou d'en émettre de nouveaux. Ainsi, il a déjà été question de bâtir un grand hôtel à St-Roch ; pour quoi les capitalistes et les hommes d'entreprise du quartier ne forment-ils pas une compagnie à cette fin ? Ce projet devrait-il aller rejoindre la Bibliothèque du feu curé Bélanger et les vieilles lunes ?

Pourquoi encore ne se trouverait-il pas quelques capitalistes pour inviter le *go ahead* de M. Jean Taché, qui profite de l'hiver pour doter la rue St-Pierre de grands bureaux modernes ?

Nous connaissons plus d'une ville où, dans de pareilles circonstances, les entrepreneurs à l'aise profiteraient du bon marché de la main-d'œuvre pour recruter les capitaux nécessaires à la construction d'élégants loyers munis de toutes les améliorations du siècle.

—(o—o)—

MM. Caron, Pentland et Stuart, procureurs du commissaire des Travaux Publics de la province, donnent avis d'une procédure pour séquestrer et faire vendre le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, qui sera soumise à la Cour Supérieure à Montréal le 19 décembre.

UN BOUT DE CONVERSATION AVEC NOS CONCITOYENS

Il entre dans les attributions du *la Semaine Commerciale*, journal économique avant tout, de chercher la solution des problèmes dont dépend l'avenir de cette partie de la Province.

Les propositions que M. Livingstone, de Détroit, est venu faire il y a quelques jours à la Chambre de Commerce ont remis sur le tapis tout un groupe de ces questions vitales : l'ouverture de nouvelles avenues commerciales, le relèvement du port de Québec, c'est-à-dire pour préciser, le pont, les steamers rapides, le creusement des canaux, le Grand-Nord, le "cold storage", etc.

Tout le monde paraît d'accord sur l'ensemble de ces projets ; tout le monde admet qu'il en découlerait des avantages immenses pour cette partie du pays. Voilà quarante ans qu'on parle du pont par exemple, et nous ne sommes pas plus avancés aujourd'hui qu'en 1854. Ce sont toutes des choses éminemment désirables ; seulement, voilà des années qu'on fait mentir l'axiome bien connu : Qui veut la fin veut les moyens.

C'est peut-être qu'on ne s'entend pas parfaitement sur les moyens à prendre. Comme les situations claires sont toujours les meilleures, il nous est venu à l'idée d'interroger nos principaux concitoyens et de recueillir leurs opinions. La lumière est toujours bienfaisante ; peut-être de ce concours sortira-t-il quelque idée générale et pratique qui tranchera la question.

C'est ce que nous espérons. Quoi qu'il en soit, nous voulons voir s'il y a quelque chose à faire ou non. Si par exemple le pont de Québec est une chose irréalisable, très bien, qu'on le sache une fois pour toutes et qu'on n'en parle plus. Ce sera du temps perdu de moins, qui serait mieux employé d'autre manière.

Nos concitoyens ont la parole. Si ce genre de discussion est trouvé intéressant, nous continuerons cette petite enquête dans nos numéros subséquents

— : o o : —

HON. PIERRE GARNEAU

PRÉSIDENT DE LA CIE DU GRAND NORD

Je n'ai pas eu le plaisir d'assister à la conférence de M. Livingstone ; j'étais absent ce jour-là, mais j'ai lu dans les journaux la substance de sa dissertation, et cette lecture m'a reporté à quarante ans en arrière. De même que M. Livingstone, un homme de l'ouest M. Christie, de Ste-Catherine Ont., était venu entretenir notre chambre de commerce, dont j'étais alors un jeune membre, d'un projet de *Forwarding Company* qui avait pour

objet de faire de Québec le point de chargement des produits de l'ouest pour l'Europe. L'affaire n'eut pas de suite parce que le commerce local était mal disposé. Il me semble encore entendre certaines paroles de M. Christie, dont la vérité prophétique m'a souvent frappé depuis un certain nombre d'années. "Donnez-nous des issues, disait-il. Plus nous ferons pour le St-Laurent, plus nous ferons pour Québec et les autres villes qui le bordent. Si vous ne saisissez l'occasion, ajouta-t-il, Montréal s'en emparera." Ces prévisions n'ont pas tardé à se réaliser. M. Christie disait encore que le jour n'était pas éloigné où le tonnage de la navigation océanique serait plusieurs fois multiplié et où, au lieu d'un steamer tous les quinze jours, on en verrait partir un et plusieurs par jour. C'était alors une perspective bien peu probable, et cependant elle s'est réalisée à la lettre, et chaque steamer qui sort du St-Laurent me rappelle le mot de M. Christie.

L'expérience du passé me donne une foi plus vive que jamais en l'avenir de Québec. Voilà pourquoi dans la mesure de mes forces je place de l'argent dans les entreprises que je crois destinées à relever Québec. Je dois dire que parmi les forts capitalistes de Québec un bon nombre sont très dévoués à ces diverses entreprises, mais il en reste encore beaucoup en arrière. On lance parfois le mot de spéculation ; eh bien, qu'on vienne donc partager cette spéculation avec nous, nous en serons enchantés. Pour ma part, je sais bien qu'une partie de mes placements sont à fonds perdus, mais il faut savoir perdre 3 ou 4 mille piastres sur des affaires qui ouvrent de nouveaux débouchés commerciaux, et rapportent des profits indirects beaucoup plus élevés. Ainsi, on ne saurait assez dire le bien que le Québec et Lac St-Jean a fait à la ville. Le Grand Nord est une autre brillante affaire pour Québec, et la froideur avec laquelle elle est accueillie sera vite dissipée à mesure que les possibilités et les horizons qu'elle ouvre apparaîtront au grand jour. Notre système de chemins de fer prend d'année en année de l'importance, c'est ce qui amènera avant longtemps la construction d'un pont à Québec.

—Ne croyez-vous pas, monsieur Garneau, que la ville devrait prendre l'initiative de quelque manière ?

—Oui, une contribution municipale donnerait certainement l'élan. Québec pourrait, par exemple, offrir une récompense, disons $\frac{1}{2}$ million de piastres à la compagnie qui se présentera la première pour bâtir un pont dans des conditions avantageuses pour la ville. Cette somme pourrait être réalisée au moyen d'une émission de déventures à 30 ou 40 ans, à 3 ou 3½ %.